

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: [1]: Numéro Thématique 1

Artikel: La guerre en Ukraine : un conflit post-soviétique éprouvé de la nouvelle guerre froide
Autor: Baudouï, Rémi / Even, Sebastien Van
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055335>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Malgré l'emploi de quelques engins relativement modernes, la grande majorité des moyens employés par les belligérants date des années 1970-1980. Ces T-72 B3 russes ont reçu des blindages réactifs dans les années 2010 (Kontakt 5) ainsi qu'une caméra thermique d'origine française, visible sur le côté gauche de la tourelle. Mais les performances restent modestes car les finances russes et la corruption n'ont pas permis de remplacer ou de moderniser efficacement les milliers d'engins en service.

International

La guerre en Ukraine : Un conflit post-soviétique éprouvé de la nouvelle guerre froide

Rémi Baudouï et plit Sebastien Van Even

Professeur au département de Sciences politiques, UNIGE et vice-président de l'Observatoire géostratégique de Genève (OGG) ; étudiant en BA de Relations internationales

Qualifier la nature des guerres a toujours représenté un enjeu majeur de leur perception et compréhension. La qualification est à l'essence même du conflit armé par la distinction à opérer préalablement entre celui qui fait la guerre et celui qui la subit sans toujours y participer. Elle est au cœur même de la théorie politique et des débats du contrat social des Lumières. Elle est, au fil de l'histoire, un enjeu fondamental tant au regard du droit de la conduite de la guerre que du droit humanitaire de la gestion de la guerre. La qualification juridique mais aussi politique qui s'apparente à la construction de contraintes de régulation des guerres peut aussi s'interpréter par des belligérants comme menace, par les illégalismes juridiques mis à jour de leurs propres ambitions stratégiques. Le refus même d'assumer d'« être en guerre » possède aussi d'importantes vertus du point de vue de la question sensible de l'opinion publique. L'emploi de l'expression d'« événements d'Algérie » d'« une guerre ne voulant pas dire son nom »¹ a offert aux autorités françaises les moyens de survaloriser la fonction répressive de la police intérieure et d'invisibiliser dans un premier temps celui de l'Armée française. Il fut également le moyen de tenter d'effacer toute publicisation du conflit à l'échelle des instances mondiales de gouvernance de la paix. En 1977 le philosophe Michael Walzer rappelle déjà l'importance qu'il concède à « rejeter » par « nécessité morale » « toute attaque de nature purement préventive qui n'attend pas pour riposter que l'adversaire se soit livré à des actes délibérément hostiles. »²

La guerre en Ukraine s'éprouve d'abord dans la continuité de la guerre hybride du Donbass de 2014 et de l'occupation russe de la Crimée qui s'en suit. Qualifiée par Poutine d'opération militaire spéciale, l'invasion de l'Ukraine le

24 février 2022 s'inscrit pleinement dans cette histoire d'énonciation de « guerre sans nom » décrite par l'historien Benjamin Stora au sujet de la guerre d'Algérie.³ Qualifiée comme une agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, Josep Borrell haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité définit dès le 25 février l'action russe comme « une guerre contre un pays voisin et souverain »⁴. Comment donc décrire la guerre Ukraine-Russie ? A quelles formes de guerre peut-elle être apparentée au bout d'un an de conflit ? Cette réflexion sera menée à la fois par des considérations stratégiques mais aussi militaires et opérationnelles.

Le contexte des guerres post-soviétiques

L'engagement des troupes militaires russes en direction de la capitale ukrainienne de Kiev dans le but de renverser le régime pour « dénazifier le pays » au profit de la restauration d'un régime vassal, relève bien de la logique impériale de la guerre post-soviétique. Face à l'effondrement de l'URSS et la construction de nouveaux Etats indépendants de fait et entités autoproclamées bâties sur un socle de revendications nationalistes, l'Etat russe réaffirme progressivement sa responsabilité de gérer les territoires ethniquement peuplés de populations russes situés hors des frontières de sa Fédération. Les ingrédients d'une nouvelle guerre froide entre Occident et Russie sont posés. Le territoire de confrontation est celui des micros-Etats fantômes et fantoches surgis de

¹ John Talbott, *The War Without a Name, France in Algeria, 1954-1962*, New York, Alfred A. Knopf Inc, 1980, 306 p.

² Michael Walzer, *Just and Unjust Wars*, New York, Basic Books, 1977, 361 p.

³ Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli*, Paris, La Découverte, 2005, 386 p.

⁴ Communiqué de presse du Conseil de l'Union européenne du 25 février 2022. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/02/25/russia-s-military-aggression-against-ukraine-eu-imposes-sanctions-against-president-putin-and-foreign-minister-lavrov-and-adopts-wide-ranging-individual-and-economic-sanctions/> Consulté le 23 novembre 2022.

cette nouvelle géopolitique d'une tectonique des plaques des rapports de force particulièrement instable, friable et inflammable. En janvier 2006, Poutine rappelle que toute reconnaissance de l'indépendance du Kosovo inciterait la Fédération de Russie à reconnaître le droit à l'autodétermination de l'Abkhazie, de la Transnistrie et de l'Ossétie du Sud. En mars 2008, contre l'avis de la Russie, les occidentaux – Etats-Unis, France, Allemagne et Grande-Bretagne reconnaissent l'indépendance du Kosovo. En août de la même année, la Russie reconnaît l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Désormais de nouvelles guerres de faible intensité orchestrées par la Russie articulent usage de troupes régulières, opérations subversives spéciales de déstabilisation et emplois de forces irrégulières tels les conflits de Transnistrie et du Donbass.

L'internationalisation par procuration de la guerre post-soviétique

Recouvrant de stratégies de re-conquêtes territoriales, les conflits post-soviétiques possèdent des dimensions aréales à des échelles plus micro que macro-régionales. La volonté de conquérir du terrain par déstabilisation au cas par cas des autorités et systèmes de gouvernance légitimes induit les caractères classiques de l'action subversive⁵ : communication sur la réalité des légitimités alternatives, propagande et soutien des populations pro-russes, mis en place de systèmes de contournement des autorités instituées, violences et escarmouches, agressions des personnes détentrices de légitimité, incursions armées, installations d'autorités administratives de substitution...

La guerre post-soviétique est donc bien une guerre hybride dans laquelle l'indistinction entre initiatives des milices privées et soutiens militaires fonde la réalité tactique opérationnelle. Elle s'accompagne logiquement d'une gestion du conflit mené sur les caractéristiques de la guerre des partisans décrite par le théoricien Carl Schmitt.⁶ Elle épouse les modalités de la guerre asymétrique.

L'agression par la Fédération de Russie de la République ukrainienne relève de la violation des règles du droit international public de la sécurité onusienne en bafouant les règles de souveraineté de l'Etat nation. En mettant en crise les règles de la sécurité européenne instituées depuis plus de trente ans, elle fait de ce conflit « sans nom » une guerre westphalienne entre deux Etats justifiant pour sa propre sécurité le soutien du bloc occidental à l'Ukraine. Au-delà même de leur refus d'engager leurs propres troupes sur le terrain, voire celles de l'OTAN afin de ne pouvoir être défini comme des co-belligérants, la guerre entre la Fédération de Russie et la République d'Ukraine possède d'autorité les caractères d'un conflit

international qu'offre le soutien et la logistique militaire mise en œuvre. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pour renforcer la défense militaire ukrainienne, une contribution logistique incommensurable est mise sur pieds. Depuis l'invasion des troupes russes le 24 février 2022, ce ne serait pas moins de 93,8 milliards d'euros qui ont été promis par pas moins de 41 nations étrangères. Les Etats-Unis sont les premiers contributeurs avec une aide militaire et humanitaire de 52,3 milliards, l'Europe la seconde avec 29,2 milliards et d'autres Etats pour un soutien approximatif de 12,3 milliards dont la majorité provient de l'engagement du Royaume-Uni.⁷

La guerre en Ukraine a été menée principalement par voie aérienne, avec de l'artillerie, des roquettes, des missiles et des drones. Le premier arsenal fourni est celui des armes de courte et moyenne portée qu'ont été les Gepard (batterie anti-aérienne, All) et FIM-92 *Stinger* (lance-missile sol-air à courte portée, US), ceux-ci s'ajoutant aux anciens systèmes anti-aériens soviétiques comme le S-300 et le *Buk-M1*. Symbole de la résistance ukrainienne et parfois affiché avec des effigies religieuses chrétiennes (« St Javelin »), le missile américain FMG-148 *Javelin* et le missile suédois NLAW se sont révélés être extrêmement efficaces au cours du conflit, provoquant des pertes mécaniques importantes. Le 20 novembre, Oryx, site web néerlandais d'analyse de défense OSINT (*open-source intelligence*) et un groupe de recherche sur la guerre, a indiqué dans une analyse que Moscou a perdu 40 % de tous les chars que la Russie avait en stock avant d'envahir l'Ukraine. Sur la base d'images confirmées de manière indépendante de chars russes détruits, endommagés ou capturés, le rapport indique que le Kremlin a perdu un peu plus de 1'500 chars depuis le début de la guerre, dont 859 détruits, 64 endommagés, 56 abandonnés et 521 capturés par les Forces armées ukrainiennes. Selon le rapport 2022 *Military Balance* publié par l'Institut international d'études stratégiques (IISS), la Russie a commencé la guerre avec 3'417 chars fonctionnels, dont 2'357 ont été construits après l'an 2000 et ceux-ci étant plus ou moins modernes. En plus d'un éventail important d'armes anti-char, l'artillerie ukrainienne se voit renforcée par l'envoi important de systèmes étrangers performants, capables de tirer des munitions sur des distances importantes avec un pointage GPS. Parmi les différentes pièces engagées on retrouve les classiques obusiers remorqués américains (M777, M198 et M119), des obusiers automoteurs dont le PzH 2000 (All), *Caesar* (FR), *Zusana-2* (Slv) et célèbre M109 *Paladin* (US), et des lanceurs de roquettes multiples comme le M-142 HIMARS (US) ou le M-270 (UK). L'artillerie jouant un rôle prédominant dans les engagements, l'Ukraine dispose désormais d'un avantage en termes de portée, de roquettes et d'obus d'artillerie à guidage de précision, une catégorie d'armes qui fait largement défaut à l'arsenal russe.

⁵ Colonel Roger Trinquier, *Guerre, Subversion, Révolution*, Paris, Robert Laffont, 1968, 285 p.; Roger Mucchielli, *La subversion*, Paris, Bordas, 1971, 143 p.

⁶ Carl Schmitt, *Théorie du Partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 (1963), 96 p.

⁷ Antezza, Arianna; Frank, Andre; Frank, Pascal; Franz, Lukas; Kharitonov, Ivan; Kumar, Bharath; Rebinskaya, Ekaterina; Trebesch, Christoph (16 June 2022). "The Ukraine Support Tracker: Which countries help Ukraine and how?". Kiel Working Papers. 2218

Avec la contre-offensive ukrainienne sur l'Est du pays, la fourniture d'armement occidental se complète. Le 8 novembre, le secrétaire de presse du Pentagone, le brigadier général de l'armée de l'air Pat Ryder, a annoncé que deux systèmes avancés de missiles sol-air (NASAMS) ont été livrés à l'Ukraine ceux-ci complétés le 23 novembre par un nouveau paquet additionnel de 400 millions dollars, comportant différentes munitions dont des AIM-9 *Sidewinder* et des AMRAAM (AIM-120). Reste à se poser la question si ces systèmes sont pleinement opérationnels entre eux (normalement selon les normes IAMD de l'OTAN), à plein potentiel et si l'entretien de ces différents systèmes peut être pleinement assuré (la formation pour de tels systèmes étant accrue et extensif). Pour leur part, l'Allemagne et l'Italie s'apprêtent à livrer des systèmes anti-aériens de moyenne-longue portée, respectivement le système IRIS-T et le système SAMP/T, en réponse aux frappes de missiles russes et de drones de conception iraniens (Shahed-136) à l'encontre des grandes villes de Kiev et Odessa. Selon les images du site «Ukraine Weapons Tracker» publiées le 21 novembre 2022, le Royaume-Uni a accepté de livrer à l'Ukraine la nouvelle génération de missiles Brimstone 2, la première génération de missile Brimstone étant déjà engagé et modifié pour être lancé précisément depuis un véhicule tout-terrain.

Les livraisons de matériels militaires externes et de logistique s'accompagnent de la formation des personnels ukrainiens nécessaires. Depuis 2015, le Royaume-Uni se porte comme principal contributeur externe à la formation de civils et militaires sur son sol (opération #INTERFLEX). Depuis l'annonce du programme en juin 2022 ce sont plus 22'000 membres des forces armées qui ont été formés. Par ailleurs près de 5'700 civils sont également revenus sur le front ukrainien.

La plupart de ces recrues ne possédaient pas de formation ni d'expérience militaire, ils ont été encadrés et formés près de Durrington en Angleterre formés par plus de 1000 militaires britanniques, de la Royal Air Force et de la marine. Le Canada, les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande, ont rejoint la formation. De nouvelles discussions au sein de l'Union Européenne sont en cours. Il est fort probable qu'une mission européenne voit le jour, renforçant l'intervention externe des grands pôles occidentaux dans le conflit, sans oublier pour autant les brigades internationales de la légion étrangère ukrainienne composée de près de 2'000 volontaires.

Suite aux demandes de Kiev pour la création de centre de réparation et d'entretiens dans des pays voisins, bon nombre d'entreprises ont accepté de réparer des véhicules blindés revenant du front. A ce titre, la société publique Konstrukta-Defence a conclu un contrat pour la réparation et la modernisation de matériel militaire ukrainien. Les Ukrainiens disposent de nombreux véhicules offerts par des pays les soutenant mais n'ont que très peu de pièces de rechange. Un accord a été conclu pour établir une base de réparation en Slovaquie pour certains véhicules. Elle devrait être déployée par l'entreprise KNDS (qui rassemble NEXTER et KMW). L'opérationnalisation

est fixée au début du mois de décembre. La République tchèque et les filiales de la holding industrielle Czechoslovak Group (CSG) ont accepté de prendre en charge la réparation de chars moyens T-64 de conception soviétique. A la demande du Président Zelensky, la Bulgarie a aussi accepté de réparer du matériel militaire plutôt que de fournir de l'armement à même de mettre en crise sa position de neutralité. En juillet, un centre d'entretien et de réparation international a vu le jour en Ukraine. Le centre international d'ingénierie créé par La société d'Etat Ukroboronprom a pour but d'assurer le bon fonctionnement des différents systèmes étrangers et de participer à la formation et certification des militaires ukrainiens par la coopération de spécialistes étrangers. Des discussions sont en cours en Pologne sur la possible extension et implantation de bases de réparation et d'entretien.

Conclusion : Le nouveau glacié militaire européen de la nouvelle guerre froide ?

La supériorité militaire dévolue à l'Ukraine par l'aide occidentale ne saurait fixer les conditions mêmes de la poursuite de la guerre et du retour à la paix. Au-delà de l'assurance occidentale de la nécessité de poursuivre l'effort de guerre en matière de coopération militaire avec l'Ukraine, les buts de guerre ne semblent pas faire l'unanimité entre l'Ukraine et ses alliés. Le président Zelensky a, de manière constante, témoigné de sa volonté de libérer l'ensemble de son pays et la péninsule de la Crimée annexée en 2014. Les 27 pays de l'Union européenne ont pour leur part rejeté et condamné l'annexion jugée illégale par la Russie des quatre régions ukrainiennes que constituent la Crimée, Kherson, Zaporijia, Donetsk et Lougansk. Bien que Joe Biden ait aussi rappelé que les Etats-Unis ne reconnaîtraient jamais les mêmes référendums russes d'annexion, les appels de Jake Sullivan conseiller à la sécurité nationale du premier, pour une négociation diplomatique « réaliste » pourraient comprendre le réexamen de la situation de la Crimée au regard de l'exigence ukrainienne. Mais au-delà de ces positionnements alliés en devenir, comment bâtir des négociations de paix alors qu'aucun des deux belligérants n'est aujourd'hui prêt à s'y engager ?

Si d'aventure la situation militaire sur le terrain devait se figer le long d'une ligne de front épousant le parcours aval du Dniepr de Zaporijia jusqu'au delta de Kherson et l'entrée du fleuve dans la mer Noire, on peut se prendre à imaginer un nouveau basculement dans la conduite du conflit qui ne serait pas sans rappeler le premier conflit mondial et la mutation rapide en novembre 1914 d'une guerre de mouvement en une guerre de position. L'Europe des nouveaux murs sécuritaires de l'après chute du mur de Berlin aurait de beaux jours devant elle. Déjà en 2009, la Fédération de Russie a bâti un mur de séparation entre la Géorgie et les régions occupées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Les nouvelles menaces de la Fédération de Russie sur l'Europe encouragent le retour de murs destinés cette fois à garantir par une paix armée la sécurité des Etats Européens. Après la Pologne, la Lituanie et la Lettonie, Kyrolo Tymoshenko secrétaire général adjoint

de la présidence ukrainienne a annoncé le 11 novembre dernier la construction d'un mur destiné à se protéger des menaces de son biélorusse. Les parlementaires finnois ont manifesté leur accord pour construire un mur de contrôle entre la Finlande et la Russie pour prévenir tout risque de migration de masse du second qu'elle soit spontanée ou orchestrée à dessein de déstabilisation de leur Etat. Pour leur part depuis leur retrait de Kherson, les autorités militaires russes de Crimée engagent également d'importants travaux de fortification de la péninsule.

L'incursion par la Russie et la concrétisation opérationnelle de l'occupation et annexion de nouveaux territoires ukrainiens ont renforcé au plan stratégique la conscientisation d'être dans une nouvelle guerre froide.⁸ Les enjeux définis par la crise de Crimée en 2014 sont désormais dépassés. Le concept stratégique actuel de l'OTAN et de nombreux pays occidentaux porte sur la dissuasion, la défense et la sécurité coopérative accrue⁹ vis-à-vis de l'ancienne nation soviétique et ses alliées (OTSC). Pendant que les contre-offensives font rage dans le sud-est ukrainien, nombreux sont les pays européens qui s'organisent autour de la propagation d'un conflit généralisé européen. Multiples sont les projets communs qui rappellent la vision lointaine d'un bloc bipolaire Ouest-Est, séparé par un mur de fer et la dissuasion militaire, gelant toute initiative opérationnelle offensive.¹⁰ Suite à l'explosion le 15 novembre dernier d'un missile en Pologne en provenance de la zone de combat, l'Allemagne et quatorze autres pays de l'OTAN se sont associés pour acquérir ensemble du matériel de défense antiaérienne et antimissile dans le cadre de l'initiative baptisée « bouclier du ciel européen ». Élément incontestable du conflit présent, la coopération en matière de renseignement et d'information entre les forces occidentales, l'OTAN et l'Ukraine explique les succès derniers des troupes armées ukrainiennes et leurs contre-offensives. Le conflit a facilité la coopération accrue en matière de renseignement entre membres de l'Union européenne et ses institutions.¹¹ De nombreux réseaux clandestins « Stay behind » se reconstruisent aux marges de l'Europe selon le modèle mis en place au début des années 1950. Les potentialités de

gestion de la dissuasion nucléaire par la bombe H B61-12 se trouvent être désormais décuplées par l'acquisition par de nombreux pays de F-35, l'armement étant déjà stocké en Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie, qui par leur « double capacité » (conventionnelle et nucléaire) peuvent être utilisés selon le principe de la « double clé » (américaine et nationale). Le Pentagone s'engage par ailleurs à financer à hauteur de près de 10 milliards de dollars la modernisation des arsenaux militaires de nombreux pays de l'OTAN. La Pologne s'est notamment proposée pour stocker et positionner missiles et armements stratégiques relevant de nouveaux moyens de dissuasion indépendant. Le renforcement progressif des capacités de défense des Etats européens intégrés à l'OTAN participe de la reconstitution d'une sécurité occidentale globale face à la Fédération de Russie et de ses alliés.

R. B. ; S. V. E.



« St-Javelin »

⁸ MOMZIKOFF Sophie, « «Nouvelle guerre froide», ou difficultés de redéfinir les relations avec la Russie? (1/2) », *Revue Défense Nationale*, 2018/2 (N° 807), p. 113-116. DOI: 10.3917/rdna.807.0113. URL: <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2018-2-page-113.htm> (26.11.22)

⁹ Concept Stratégique 2022 de l'OTAN, Adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement au sommet de Madrid le 29 juin 2022, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/6/pdf/290622-strategic-concept-fr.pdf (26.11.22)

¹⁰ JEANNESSON Stanislas, « V. Le système de guerre froide », dans: Stanislas Jeannesson éd., *La guerre froide*. Paris, La Découverte, « Repères », 2014, p. 97-114. URL: <https://www.cairn.info/la-guerre-froide--9782707183248-page-97.htm> (26.11.22)

¹¹ CHOPIN Olivier, « Le renseignement européen, les coopérations bilatérales au secours d'une intégration introuvable? », *Politique européenne*, 2015/2 (N° 48), p. 28-50. DOI: 10.3917/poeu.048.0028. URL: <https://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2015-2-page-28.htm> (26.11.22)

Présentation de différentes armes livrées par l'Occident à l'Ukraine. De gauche à droite: *Stinger* (sur affût), RGW90 et NLAW, enfin le *Javelin*.

